

La prise du quartier est d'Alep annonce une prochaine victoire déterminante pour le régime syrien

TOURNANT MAJEUR À ALEP

« THIERRY JACOLET

Syrie » Bachar al-Assad est à quelques tirs de missiles russes « Calibre » et largages de barils de TNT d'une victoire clé dans le conflit syrien. Le régime a réussi à perforer la cuirasse épaisse du quartier est d'Alep, défendu par les rebelles depuis l'été 2012, après l'offensive majeure de ce week-end.

« Avec cette avancée, la chute de la partie est d'Alep est imminente. » Hadeel al-Shalchi, chercheuse de l'ONG Human Rights Watch, à Beyrouth, ne se fait guère d'illusions sur le sort de la deuxième ville syrienne. La reddition des insurgés n'est qu'une question de semaines. Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes, à Paris, va plus loin: « C'est un tournant majeur dans ce conflit et je pense qu'il peut être irréversible. C'est l'aboutissement d'une stratégie de longue haleine de la part des Russes et de Bachar al-Assad. Ils ont saisi le bon moment pour foncer, tenter de neutraliser Alep et constituer cette Syrie utile. » La Syrie utile? Une colonne vertébrale qui court de Damas à Alep en passant par la côte et Homs.

L'opportuniste Poutine

En bon joueur d'échecs, le président russe Vladimir Poutine a choisi une fenêtre de tir(s) idéale. « Il a profité du vide politique aux Etats-Unis, entre Barack Obama, un président qui ne veut rien faire, et un autre, Donald Trump, qui n'est pas encore en place et qui se déclare déjà très tolérant avec le régime syrien et son parrain russe », observe Antoine Basbous,

« PLUS UN SEUL HÔPITAL »

Les affidés du régime ont mis la compresse dès le 15 novembre sur le quartier est d'Alep où (sur)vivent quelque 250 000 personnes.

La percée de ce week-end a entraîné un exode massif des habitants. « Au moins 7000 personnes ont fui ces trois derniers jours les quartiers repris par Damas », estime Hadeel al-Shalchi, chercheuse de l'ONG Human Rights Watch, à Beyrouth. Leur refuge: les dernières zones encore en mains rebelles ou kurdes à Alep-Est. « Les civils craignent ce qui est arrivé dans les autres quartiers repris par le gouvernement », relève Twafik Chamaa, méde-

cin genevois président de la section suisse de l'Organisation de secours et soins médicaux (UOSSM). « Des milliers d'habitants n'ont plus donné de nouvelles ces derniers jours. Nous redoutons qu'ils aient été tués ou faits prisonniers. »

Les civils ne peuvent se replier qu'à l'intérieur d'un territoire qui se réduit comme peau de chagrin. « Il n'y a plus d'aide humanitaire depuis que le régime a encerclé Alep-Est en juillet dernier », soupire Hadeel al-Shalchi. Impossible de sortir d'Alep encerclé sous peine d'être tiré comme un lapin par un sniper. Al-Dbis Ahmad en sait quelque chose. Ce médecin a quitté le quartier est il y a trois

mois pour voir sa famille à la frontière turque. Il n'a plus remis les pieds depuis dans la ville martyre. Trop dangereux.

« Il n'y a plus un seul hôpital debout, déplore-t-il au téléphone. Le dernier a été détruit il y a une semaine. Le personnel médical travaille dans des sous-sols d'entrepôts ou de magasins. Il n'y a plus de blocs opératoires, pas assez de médicaments, d'antibiotiques, de matériel de chirurgie et d'anesthésie ou encore de pansements. » Des conditions de travail critiques pour les 28 médecins encore en place. A distance, Tawfik Chamaa compte les morts: « Entre 30 et 50 chaque jour. Les blessés meurent, faute de soins. » >> TJ

également auteur du *Tsunami arabe* (Ed. Fayard).

Sans compter le retournement du président turc Recep Erdogan, trop occupé par les purges intérieures et par son repositionnement stratégique par rapport à la Russie, à l'Iran et à Israël. « Il a embrigadé l'opposition syrienne dans une force supplétive qui opère sous les ordres de l'armée turque afin de contrôler le nord de la Syrie », précise l'expert.

L'opportuniste Bachar al-Assad est ainsi sur le point de signer à Alep une victoire déterminante mais aussi symbolique face aux rebelles. Composé entre autres de l'Armée de la conquête – une coalition militaire islamiste –, ainsi que de factions non islamistes, le camp de l'opposition uni par une même hostilité au régime a essuyé ce week-end son plus grand revers depuis 2012.

La prise d'Alep anéantirait les espoirs des rebelles d'obtenir un succès militaire majeur en Syrie et de contrôler un territoire viable. Ils se retrouveraient cantonnés à Idlib (nord-ouest) et dans quelques poches à Deraa (sud), berceau de leur révolte, et près de Damas où ils ont déjà lâché en août le fief de Daraya.

« La Syrie utile »

Le dictateur syrien (re)prend ainsi peu à peu le contrôle des principales villes du pays. Il est à bout touchant à Alep dernière place forte urbaine de l'insurrection syrienne. La ville de 1,2 million d'habitants est un site stratégique. Non seulement elle commande le nord, mais elle constitue surtout une vertèbre essentielle de cette Syrie utile.

Mieux, après Alep, le dictateur peut espérer reprendre le contrôle du Grand Damas, une capitale cernée de toutes parts par les rebelles. Il faut dire que l'efficacité de l'appui aérien de la Russie et au sol des milices chiites iraniennes et irakiennes principalement lui ouvre de nouvelles perspectives. « L'alliance russo-iranienne soutient toujours plus le président syrien au moment où les pays arabes et occidentaux se couchent, estime Antoine Basbous. Il peut considérer désormais que grâce aux alliances nouées avec Moscou et Téhéran, il est en train de gagner la guerre. »

Le boucher de Damas aigüise déjà les lames qui lui ont permis de couper en deux la zone est d'Alep ces derniers jours. L'armée a arraché samedi aux mains des rebelles le quartier de Massaken Hanano, qui constituait pourtant leur premier trophée en 2012 et le plus grand des quartiers du secteur est. Les autres sont tombés comme des dominos depuis dimanche: Jabal Badro, Baadine, Inzarat, al-Sakan al-Chababi et Aïn al-Tall. « L'opposition a perdu près d'un tiers du territoire qu'il lui reste à Alep », précise Hadeel al-Shalchi.



« Al-Assad peut considérer que grâce aux alliances nouées avec Moscou et Téhéran, il est en train de gagner la guerre »

Antoine Basbous

Les forces du régime contrôlent désormais tout le secteur nord-est au prix d'une hécatombe: au moins 225 morts à Alep-Est depuis le 15 novembre, d'après le bilan établi dimanche par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), proche de l'opposition syrienne, et établi en Grande-Bretagne. Les rebelles ont tué de leur côté au moins 27 civils, en tirant sur les zones gouvernementales d'Alep-Ouest.

Malgré les tirs de mortiers qui perturbent le quotidien de ses habitants, cette partie de la ville reste plus ou moins épargnée, comparée à la zone est détruite à quasiment 70%. Si la guerre a choisi son quartier, Alep-Est et Ouest sont les deux faces d'un même drame humanitaire. >>

COMMENTAIRE

Carte blanche à la Russie de Poutine

Alep n'est plus qu'une rivière de larmes et de sang sous un manteau de cendres. La pluie de missiles et de barils d'explosifs creuse chaque jour les tombes des habitants. Un déluge de feu à grand renfort d'hélicoptères du régime et d'avions de chasse russes. Avec une prédilection pour les infrastructures civiles: hôpitaux, écoles, boulangeries, marchés... Les Russes font d'Alep un nouveau Grozny.

Depuis la mi-novembre, la cadence de frappes s'est accélérée. Et que font les Occidentaux? Ils se contentent d'incantations au balcon de la diplomatie. Là-haut, les dirigeants occidentaux ont pourtant une vue imprenable sur le spectacle de désolation offert par les soudards du régime. Cette inaction, un aveu d'impuissance, a valeur de carte blanche à Bachar al-Assad et

plus encore, à Vladimir Poutine. Depuis la recule d'Obama en août 2013, c'est Moscou qui mène la danse. Ou plutôt, le bal funèbre. La France et les Etats-Unis sont réduits à des rôles de médiateurs, quand la Russie soutient sur le terrain sans retenue le régime syrien sous prétexte d'éliminer les terroristes à la demande de Bachar al-Assad. En clair, c'est Moscou qui fait la loi. La loi du plus fort. Sans respect du droit international. On donne peu cher de la peau de la révolution syrienne. D'autant que la nouvelle équation internationale lui est défavorable. Donald Trump entend se rapprocher du régime pour combattre le groupe Etat islamique. De même, François Fillon, qui brigue la présidence en France, est prêt à pactiser avec le diable face à cet ennemi commun. **THIERRY JACOLET**